

INTERVENTION DE M. OLIVIER GISCARD D'ESTAING :

D'une coopération entre Etats à une gouvernance mondiale multilatérale

Vous savez, je suis très content de terminer cette soirée avec vous, j'espère que vous n'êtes pas épuisés par tout ce que vous avez entendu, mais ça me permet de ne pas dire ce qui a été déjà très bien dit et de ne pas revenir sur un certain nombre de concepts, mais ça me permet aussi, avec la richesse du débat que nous avons eu, de pouvoir vous faire part de mes réactions, positives ou négatives, par rapport à un certain nombre de choses qui ont été dites. Et peut-être aussi de faire un effort pour compléter ce qu'on peut dire sur ce sujet.

Je voudrais d'abord revenir sur la notion de gouvernance par rapport à ce qu'est un gouvernement. La vraie différence apportée par l'introduction du mot « gouvernance » c'est son côté *participatif*. C'est-à-dire que le gouvernement est une autorité, la gouvernance est un prolongement démocratique d'une volonté qui s'exprime. C'est une chose très importante, et j'y reviendrai tout à l'heure, parce que je pense que ce qui manque le plus au niveau de la gouvernance mondiale, c'est la participation démocratique : ce sont en réalité des chefs d'Etat qui discutent entre eux, mais ce n'est pas une montée de volonté populaire. Alors, je vais revenir sur cette notion-là.

Ce qui me frappe dans notre époque, dans ce nouveau siècle, c'est qu'en réalité nous assistons à la naissance d'une nouvelle communauté mondiale, qui est tout à fait différente de l'ensemble que nous avons connu autrefois, historiquement, où il y avait des nationalités fortes qui marquaient, avec leurs civilisations, leurs colonisations, leurs essais de domination – nous avons assisté à l'affrontement traditionnel des nations européennes, mais ensuite ça a été l'affrontement entre la Russie soviétique et les Etats-Unis -, mais tout ça c'est le passé.

Je suis très frappé de voir qu'on ne se rend peut-être pas encore suffisamment compte qu'on est dans un nouvel équilibre des relations intercontinentales. Pourquoi ?

La première raison, c'est que nous sommes devenus complètement interdépendants avec les autres continents. Notre emploi, notre niveau de vie, nos matières premières, notre énergie dépendent des autres continents. Donc, on ne peut pas simplement les ignorer.

Et la deuxième, c'est que nous avons maintenant acquis une familiarisation extraordinaire avec ces autres continents, avec ces autres religions. Je suis amené à voyager, comme beaucoup d'entre vous : mais c'est invraisemblable, ce mixage de gens qui voyagent à travers le monde, c'est quand même extraordinaire ! Et nous avons des visions quotidiennes de tout ce qui se passe dans le monde entier, tous les soirs, par des images frappantes, qui nous montrent la misère, la violence, mais également des exploits, des nouveautés, des inventions.

Donc, vraiment, l'impression que j'ai, très forte, c'est que nous vivons dans une ambiance très différente de l'ambiance historique, et ça oblige à resituer l'Homme et nos sociétés par rapport à cela.

Alors, je voudrais revenir d'abord sur la notion : « avons-nous des valeurs communes ? », car nous sommes interdépendants mais nous sommes *très* différents : différences de physique, différences de langue, différences de croyance, différences de niveau de vie, différences de législation, ce qui complique le problème de gouvernance mondiale, mais ça l'enrichit.

Ça l'enrichit étonnamment parce que, si vous dépassez le niveau superficiel de la différence, vous atteignez des valeurs communes très fortes. Et c'est ça le principal message que je voudrais vous apporter, et qui n'a pas été suffisamment jusqu'ici souligné ce soir. Et je vais quand même revenir sur Teilhard de Chardin car, en effet, il avait tout à fait senti ça. Je le cite : « plus on approfondit cette

question si fondamentale, si urgente, du développement d'une cohésion spirituelle à l'intérieur de l'espèce humaine, plus on se convainc que la solution finale du problème est à chercher, non dans quelque élévation générale du niveau de vie, mais du côté de l'action fusionnante exercée du dedans sur la multitude des êtres pensants par le foyer ultime de leur coréflexion ».

Ça nous donne une autre vision de ce que c'est que cette communauté mondiale. J'en ai des exemples, j'en vis des expériences quotidiennes : la semaine dernière, j'étais dans le Kazakhstan, à Almaty, et je faisais une conférence à l'université ; eh bien, vous auriez été stupéfaits de la convergence dans le dialogue, dans ce pays qui est donc entre la Chine, la Russie, la Turquie, qui est à 40 % musulman, avec des orthodoxes, donc qui a une coexistence pacifique (comme autrefois au Liban) de croyances, de gens qui cohabitent, qui s'estiment et qui se respectent.

C'est pourquoi je suis très surpris quand on dit que l'humanité n'a pas de valeurs communes. Là, je suis très choqué de ce qui a été dit sur les droits de l'Homme, de dire : « non, les droits de l'Homme, c'est un truc universel qui n'est pas universel ». Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai ! Très fondamentalement, ça exprime des choses très profondes de la nature humaine. J'étais il y a 3 jours à un congrès mondial de la Jeune chambre internationale, qui regroupe 200 000 jeunes dans le monde entier, et on a là un *credo* de la Jeune chambre internationale qui est remarquable ; et l'ancien président - on change de président tous les ans - c'est un Sud-coréen, le nouveau président vient du Cameroun - le prochain lieu de la conférence mondiale sera à Osaka - donc, on avait là des gens de toutes nationalités, de toutes religions, qui travaillaient ensemble, qui jouaient ensemble, qui se distrayaient ensemble, et qui étudiaient les problèmes qu'ils avaient.

Je vais vous donner un autre exemple, c'est ça la vie réelle : j'étais hier à Lyon pour une réunion pour l'Union pour la Méditerranée, et c'était la réunion des représentants de toutes les communes des pays de l'Union pour la Méditerranée. Il y avait le maire de Jéricho, le maire d'Agadir, et j'en passe, et l'on a étudié les problèmes de l'eau. C'est un problème considérable pour tous ces pays de la Méditerranée : à la fois la pollution de la mer, à la fois le manque d'eau dans toute la partie Sud de la Méditerranée, qui est un problème vital. Eh bien c'est passionnant de les voir, chacun apportant des idées, des techniques, des méthodes de travail et de développement, des projets communs de solutions dans le cadre de l'UPM.

Alors, je vais quand même vous dire quelques mots sur les institutions, puisque c'est le thème que je devais aborder, et sur lequel je vous avais préparé une certaine présentation systématique. Mais enfin, je vais vous dire un petit peu comment on peut prendre ce problème, car pour moi l'UPM est un *modèle* de coopération multinationale : c'est-à-dire qu'il y a 3 continents qui sont impliqués, c'est-à-dire qu'il y a 43-45 pays qui travaillent ensemble, et ils se donnent comme méthode d'aborder les problèmes communs qu'ils ont, que ce soit celui de l'agriculture, de la santé, du commerce international, des techniques à mettre en œuvre pour lutter contre le réchauffement de la planète - tous les grands problèmes concrets qui ne sont pas des problèmes politiques : ce sont des problèmes humains planétaires, c'est la vie de nos sociétés qui est en cause. Donc, on ne va pas essayer de dominer ces problèmes tout seul, il n'y a pas un esprit de domination.

C'est pourquoi quand vous disiez, cher M. Ordonnaud : « il faut que l'Europe dise au monde quoi faire » (je caricature), je n'y crois pas du tout. En ce moment on a assisté, après la fin de l'affrontement entre Américains et Soviétiques, à la domination de l'Amérique. Il y a eu une époque où l'Amérique a été quand même le grand leader de l'évolution technique, et du style d'entreprise, du management, de l'économie, et a été très entraînant. Mais ils ne le sont plus.

Ils ne le sont plus, parce qu'il y a des contre-pouvoirs, à la fois démographiques (il n'y a qu'à voir la puissance que représente une population comme la Chine ou l'Inde - on a parlé tout à l'heure de la Chine, c'est extraordinaire de penser que la croissance chinoise, et les créances qu'ils ont sur les Etats-Unis, vont relancer l'économie mondiale, alors qu'on les considéraient comme des sous-développés) - donc, on est dans un nouvel équilibre des continents, qui est en pleine évolution. Et je dois dire que nous ne pouvons pas dire, nous Européens : « voici ce qu'il faut faire ». Je suis tout à fait opposé à cela, parce que je me

rends compte qu'il y a un dialogue intercontinental, sans recherche de domination (ni en donnant l'impression que l'on veut atteindre des objectifs politiques, de fierté, de notre continent).

Ce qui me frappe (j'en viens encore à l'Union pour la Méditerranée) c'est que les projets, pour être admis, doivent être présentés par les pays qui les demandent. Ce n'est pas la France qui va dire au Maroc : « voilà ce que vous allez faire et on va vous donner de l'argent pour le faire ». Nous attendons que le Maroc nous présente un projet, et on le met dans la machine, et ensuite on décide d'affecter des crédits pour ce projet présenté par ce pays, et non pas imposé par les pays qui sont plus avancés, même dans beaucoup de secteurs.

Alors, je vais quand même parler un peu des institutions, parce que nous n'avons pas d'institutions *politiques* mondiales. Nous avons les Nations-Unies, qui ont été créées *pour la paix*, mais pas pour régler les problèmes économiques mondiaux. Nous avons bien sûr les systèmes de la Banque mondiale et de Bretton-Woods, qui apportent des décisions d'aide, mais pas politiques. Donc, nous n'avons aucun domaine de décision politique sur des problèmes mondiaux. Et ça c'est une lacune.

Alors, on ne peut pas transformer les Nations-Unies. On a essayé de transformer le Conseil de sécurité en mettant d'autres pays, qui étaient les pays vaincus de la dernière guerre mondiale, qui n'y sont pas parce que l'on a créé le Conseil de sécurité avec les pays qui étaient les vainqueurs. N'oubliez pas, et c'est d'ailleurs très curieux, j'y reviendrai, que la charte des Nations-Unies a été préparée par 3 pays, qui ont été la Chine, la Russie et les Etats-Unis. Pendant la guerre, en 1942-43, ils se sont dit : « il faut mettre quelque chose en place pour l'après-guerre ». Alors, ils ont lancé le bateau, à San Francisco, et 50 pays ont signé, et c'est devenu la charte, et c'est devenu ce que vous savez ; et maintenant il y en a 192.

Je le prends comme un modèle, parce que justement, pour créer cette gouvernance mondiale, nous ne pouvons pas faire appel à 192 pays. Impensable ! Donc, il faut penser à quelques pays qui vont prendre l'initiative d'une manière qui, politiquement, soit acceptable. Je reprends l'exemple de l'Union européenne : ça a été initié par 3 pays, qui ont proposé la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la communauté de l'EURATOM, en disant – alors on a étudié parmi les 3 ou 4 pays les textes, on s'est mis d'accord, et ensuite on a dit : « nous, nous proposons ça, nous nous signons, que ceux qui veulent venir y viennent ! » On a été 6, l'Angleterre a dit non à l'époque, et après on est partis à 9, et maintenant 27.

Eh bien, c'est un peu comme ça qu'il faut que se mette en place la gouvernance mondiale. C'est-à-dire qu'il faut que quelques pays décident ensemble d'avoir ensemble une gouvernance *sectorielle* très précise, pour des problèmes donnés. C'est-à-dire que dans les domaines concernés, il faudra un pouvoir de *décision*, que les Etats devront accepter.

Parce que, dans les organismes internationaux « normaux », chaque pays va défendre ses intérêts. Il est évident que, quand la France va à l'ONU, elle parle de la France et de l'ONU, elle ne parle pas du monde. De sorte qu'il faut trouver des entités nouvelles où l'on ne va pas parler de la nation, mais où l'on va parler des problèmes mondiaux. Et l'on va dire : « il faut tant de milliards, il faut tant de réglementation, il faut tant d'efforts, il faut se les répartir entre nous, avec un consensus qu'on recherchera ». C'est pour ça que je dis qu'il faut que ce soit quelque chose de *participatif*.

Alors, pour moi, le grand espoir c'est le G20, parce que le G20, c'est déjà une excroissance du G7. Quand mon frère a créé ce qui a été le G6, d'abord, à Rambouillet, en 1975, il disait : « ce qui est anormal dans les relations internationales, c'est que les chefs d'Etat se voient en tête-à-tête, séparément les uns des autres. Ils ne sont jamais réunis : il faut les réunir ». Donc, il a invité les grands pays de l'époque, Canada, Etats-Unis, Angleterre, Allemagne ; il les a invités, ils se sont vus ; la Russie s'y est jointe, c'est devenu le G7, et puis on s'est dit : « finalement, c'est là qu'on aborde les problèmes multinationaux ». Et ensuite c'est devenu le G20. Et je rends hommage au président Sarkozy qui a pu donner un caractère très spectaculaire au G20, qui avait déjà été réuni une fois avant à l'initiative britannique en 2008, et qui à

l'occasion de la crise a convaincu le président des Etats-Unis de faire un G20 où l'on abordera les problèmes avec un ordre du jour précis et des recherches d'harmonisation des politiques nationales.

Donc, ça n'est pas encore une gouvernance mondiale : il n'y a aucune décision collective prise ensemble. D'ailleurs, c'est ce que m'avait dit mon frère le président quand il a créé ça : « nous ne cherchons pas à prendre des décisions, c'est simplement une concertation qui peut tendre à des harmonisations de politiques et surtout à éviter des conflits ». C'est ce qu'il m'avait dit – je m'excuse si j'ai l'air tellement influencé par la proximité du président de la République, c'est quand même une des choses qu'il m'a beaucoup dites - : « une des grandes responsabilités d'un président, c'est de désamorcer les problèmes, c'est de trouver des solutions en amont et de ne pas attendre les crises ». Il citait le problème des désordres dans les prisons, du malaise dans l'armée quand il a pris le gouvernement, quand il a pris la présidence ; et il a comme ça déminé toute une série de problèmes dont les Français n'ont absolument pas conscience, parce qu'on n'a pas vu les problèmes : on n'a pas attendu qu'il y ait des gens avec des banderoles dans la rue pour savoir ce qu'il fallait faire.

Alors, si vous voulez, ça a été ça son approche, et donc c'est une étape importante dans l'évolution de la politique mondiale ; c'est le fait que, maintenant, on est à un point où l'on n'aura plus de guerre mondiale. On a réussi à éviter qu'il y ait des guerres intereuropéennes, ce qui est déjà fantastique : ça n'était jamais arrivé dans l'histoire du monde qu'il n'y ait pas de guerre interne en Europe. Maintenant, c'est le cas : on n'imagine pas qu'on se mette à prendre la Grosse Bertha pour tirer de l'Allemagne sur la France et vice-versa.

Donc, on a réussi cela, et à partir du moment où vous avez une table ronde où il y a Poutine, Obama, tous les membres du G20, ils ne vont pas le lendemain déclarer une guerre, c'est complètement... Ça, c'est quand même un résultat fondamental. Alors, ça ne veut pas dire que nous soyons entrés dans un état pacifique. On reproche à l'ONU de ne pas avoir réussi à régler tous les problèmes régionaux de guerres locales ; on ne peut pas lui faire ce grief, on ne peut pas : d'abord, elle n'a pas de troupes suffisantes, et puis son rôle d'intervention est donc relativement limité ; mais elle évite les grands conflits, et quand même, heureusement, il y a sa réunion annuelle d'assemblée générale qui crée une ambiance aussi de relations internationales, avec de grands débats. Moi j'ai suivi de très près les travaux de l'ONU pendant longtemps, et c'est un élément qui est quand même très positif, mais qui n'a aucun pouvoir décisionnel.

Même l'assemblée générale des Nations-Unies ne décide rien, il n'y a que le Conseil de sécurité qui a un pouvoir décisionnel dans les domaines de la sécurité, avec, comme vous le savez, la règle de l'unanimité pour les décisions. Donc, on ne peut pas transformer l'ONU pour en faire un facteur de gouvernance dans les secteurs où c'est nécessaire car il ne s'agit, à la limite, que de problèmes non politiques, au sens partisan du terme : c'est-à-dire que ce sont vraiment des problèmes écologiques, des problèmes économiques, où il y a peut-être des conflits d'intérêts, mais où il y a des objectifs communs, communautaires, pour la planète, où certains pays peuvent faire des sacrifices dans certains domaines et avoir des avantages dans d'autres domaines, par le climat qui se crée entre eux.

Alors, si vous voulez, il *faut* faire des projets, et vous n'allez pas partir d'ici en disant : « bon, on a parlé, mais on n'a rien trouvé ». Je vais donc vous parler d'un projet. Ce projet, ce serait qu'on prépare un traité de coopération internationale dans les domaines qui sont ceux que ne traite pas pour l'instant le monde, c'est-à-dire celui de l'environnement, celui de la lutte contre l'extrême misère, celui du commerce international – j'en parlait au secrétaire général de l'OMC en lui disant qu'il peut y avoir des politiques commerciales qui tiennent compte de la pauvreté des pays : « non, non, non, moi je suis simplement une table ronde de gens qui discutent entre eux, et c'est chaque gouvernement qui dit ce qu'il veut, mais moi je ne dis pas ce que je veux, je suis simplement un conciliateur », répondit-il.

Or, on a besoin de quelqu'un qui dise : « mais non, l'intérêt du monde, c'est dans cette direction-là ». Mais personne ne le dit, c'est toujours une recherche d'équilibre entre pouvoirs nationaux. Alors, je ne veux pas dire qu'il faut écraser le pouvoir national, du tout : nous avons des échelons de responsabilité et de gouvernance, qu'il faut respecter. Mais, dans certains domaines (c'est ce qu'on appelle la

coresponsabilité) nous l'avons fait – alors là l'exemple européen est intéressant – sur le plan institutionnel, parce que là nous avons été novateurs : nous avons mis en place une sorte de gouvernement, avec maintenant, enfin, un président pour 2 ans et demi renouvelables, avec un parlement, avec une monnaie. On a créé, au fur et à mesure, des outils.

Donc, ma proposition, c'est que quelques Etats se mettent d'accord pour étudier un traité qui permettrait d'aborder la gouvernance internationale des grands problèmes qui secouent la planète, et qu'ils le proposent à d'autres pays, pour qu'ils s'y joignent. Mais ça ne peut pas être une offre européenne : rappelez-vous, on a fait les Nations-Unies avec Chine, Russie, Etats-Unis, donc il faut qu'il y ait des pays membres des 3 ou 4 continents, ou des 5 si l'on veut l'Australie ; il faut qu'il y ait des représentants de l'Afrique, de l'Amérique du Nord et du Sud, de l'Europe et de l'Asie qui soient là en partenaires, qui discutent entre eux un projet avant de le mettre sur la place publique, parce que c'est compliqué : il faut un parlement, comme je l'ai dit, qui soit une représentation parlementaire. Ça existe, par exemple, pour l'UPM : il y a une assemblée parlementaire méditerranéenne, et elle s'exprime, et elle a un rôle, qu'elle joue auprès des entités. Donc, ça peut se faire.

Il faut qu'il y ait un budget, et donc qu'il y ait des impôts, mais ce sont des impôts qui auront, sur le plan mondial, une incidence tellement faible que ça ne sera pas du tout perçu comme une charge. Je prends un exemple : vous savez que si on mettait 2 \$ par baril de pétrole, à la source, ce qui ne changerait en rien la valeur du pétrole, puisque sur le marché ça varie de 40 \$ à 100 \$ - les 2 petits \$ qui s'inscriraient n'auraient aucun impact sur le prix final du pétrole –, avec ces 2 petits \$ par baril on peut atteindre les « objectifs du millénaire », et ça correspond à toute l'aide publique au tiers-monde, et au développement. Si on met un impôt, au lieu de l'impôt Tobin, on peut le mettre sur certaines transactions financières internationales. On l'a fait sur les billets d'avion : ça a fait un peu hurler. C'était un projet de Chirac, ce qui était quand même positif, et ça donne en ce moment un milliard d'euros qui va à la lutte contre le SIDA. Ce n'est pas négatif, personne ne s'en aperçoit et ça donne des moyens financiers.

Or, là, nous n'avons aucun moyen financier multilatéral d'intervention. Donc, il faut des impôts. Voilà, vous voyez qu'il y a des projets qui sont possibles. Il faut avoir la possibilité d'obtenir que certains chefs d'Etat s'y intéressent, et ça répondra, je crois, à une très grande attente populaire du monde, car le monde est anxieux, se sent non dirigé. Il n'y a pas un leadership mondial, mais ce n'est pas un leadership d'Etats qu'il nous faut, c'est un leadership d'hommes, comme Gandhi l'a été. Gandhi, qu'il soit indien ou autre, ça a été un homme de paix, d'un rayonnement extraordinaire. Je peux vous en citer, il y a quelques hommes dans le monde qui jouent ce rôle, et c'est ça qu'il faut que nous trouvions.